



**PRÉFET  
DE LA VIENNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Secrétariat Général  
aux Affaires Départementales**

**Arrêté n°2025 SGAD/BE-032 en date du 17 février 2025**

**Arrêté préfectoral suspendant l'activité et mettant en demeure l'exploitant de réaliser la mise en œuvre de mise en sécurité, des mesures immédiates à titre conservatoire et les conditions de la reprise d'activité du site suite de l'incendie des 13 et 14 février 2025**

**Société MOREAU C. à Migné-Auxances,**

**Le Préfet de la Vienne  
Chevalier de l'ordre national du mérite**

**Vu** le code de l'environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5, L. 512-20, L. 514-6, R. 512-69, R. 512-70 et R. 514-3-1 ;

**Vu** le décret du 6 novembre 2024 du Président de la République portant nomination de monsieur Serge Boulanger, préfet de la Vienne ;

**Vu** l'arrêté du 26 novembre 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2712-1 (installation d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules terrestres hors d'usage) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

**Vu** l'arrêté du 20 juin 2023 relatif à l'analyse des substances per- et polyfluoroalkylées dans les rejets aqueux des installations classées pour la protection de l'environnement relevant du régime de l'autorisation ;

**Vu** l'arrêté préfectoral modifié n° 2002-D2/B3-314 du 9 octobre 2002 autorisant Monsieur Christian MOREAU à exploiter, sous certaines conditions, route de Chardonchamp, commune de Migné-Auxances, un établissement spécialisé dans le démontage et la récupération des pièces automobiles sur des véhicules hors d'usage, activité soumise à la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n° 2021 DCPAT/BE-130 du 11 juin 2021 portant prescriptions complémentaires à l'autorisation accordée à la société MOREAU.C. pour l'exploitation d'une installation d'entreposage, dépollution et démontage de véhicules terrestres hors d'usage située route de Chardonchamp à Migné-Auxances ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n° 2024-SG-SGAD-003 en date du 9 septembre 2024 donnant délégation de signature à Monsieur Etienne BRUN-ROVET, sous-préfet, secrétaire général de la préfecture de la Vienne ;

**Vu** le rapport de l'inspection en date du 14 février 2025 établi suite à la visite du 14 février 2025 sur le site de la société MOREAU C. sur la commune de Migné-Auxances ;

**Vu** la transmission du projet d'arrêté de mesure à l'exploitant le 15 février 2025 et sa réponse du 17 février 2025 ;

**Vu** le retour de l'exploitant sur le projet d'arrêté le 17 février 2025 précisant ne pas avoir de remarque sur l'arrêté ;

**CONSIDÉRANT** qu'une partie de l'installation a subi les 13 et 14 février 2025 un incendie impliquant un stockage de véhicules hors d'usage et de véhicules dépollués de plusieurs centaines de mètres cubes ;

**CONSIDÉRANT** que le sinistre a été à l'origine d'un important dégagement de fumées ;

**CONSIDÉRANT** que des moyens conséquents de lutte contre l'incendie ont été mobilisés par les pompiers pendant plusieurs heures, nécessitant l'utilisation d'émulseur fluoré et de mousse, et ont conduit à la génération d'un volume significatif d'eaux d'extinction ;

**CONSIDÉRANT** que les eaux d'extinction d'incendie n'ont pas été confinées sur site et qu'elles ont été rejetées principalement dans deux puisards et un bassin d'infiltration, au droit du site, et en partie dans le fossé et dans un champ localisés à environ 100 m à l'est de l'entrée du site de l'exploitant ;

**CONSIDÉRANT** ainsi que les boues du séparateur en amont du bassin d'infiltration et du séparateur en amont du puisard au sud du site doivent faire l'objet d'une analyse en PFAS pour définir le bon exutoire de traitement ;

**CONSIDÉRANT** qu'il est nécessaire d'assurer une traçabilité des déchets éliminés ;

**CONSIDÉRANT** que la cause de l'accident n'est pas définitivement établie à ce stade, qu'un tel événement est susceptible de se reproduire et que des conséquences environnementales peuvent être redoutées ;

**CONSIDÉRANT** que les installations ont été détruites par le sinistre et que l'activité du site ne peut reprendre tant qu'il n'est pas rendu conforme aux prescriptions qui l'encadrent ;

**CONSIDÉRANT** qu'il convient de prescrire en urgence la réalisation des évaluations et la mise en œuvre des mesures de gestion que rendent nécessaires les conséquences de l'incendie des 13 et 14 février 2025 ;

**CONSIDÉRANT** qu'en application de l'article L. 512-20 du code de l'environnement et en cas d'urgence, ces mesures peuvent être prescrites par arrêté sans consultation de la commission départementale compétente ;

**CONSIDÉRANT** que le délai de réunion du CODERST pour la présentation préalable de cet arrêté n'est pas compatible avec l'urgence des dispositions prévues par ledit arrêté ;

**CONSIDÉRANT** que l'article L. 512-20 du code de l'environnement précise : « en vue de protéger les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1, le préfet peut prescrire la mise en œuvre des remèdes que rendent nécessaires soit les conséquences d'un accident ou incident survenu dans l'installation, soit les conséquences entraînées par l'inobservation des conditions imposées en application du présent titre, soit tout autre danger ou inconvénient portant ou menaçant de porter atteinte aux intérêts précités. » ;

**CONSIDÉRANT** que l'article R. 512-69 du code de l'environnement précise en son deuxième alinéa : « un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. » ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de la Vienne :

## **ARRÊTE**

### **Article 1 – Respect des prescriptions**

La société MOREAU C., inscrite au registre du commerce des sociétés de Poitiers sous le numéro SIREN 484 606 645 et dont le siège social est situé route de chardonchamp, 86440 Migné-Auxances, doit se conformer, dans les délais fixés, aux dispositions du présent arrêté pour les installations qu'elle exploite à cette même adresse.

Le présent arrêté s'applique sans préjudice des arrêtés préfectoraux antérieurs.

Les délais qu'il mentionne commencent à courir à compter de sa notification.

### **Article 2 – Surveillance des retombées dans l'environnement**

**Dans les meilleurs délais et sans excéder 48 h**, l'exploitant est tenu de réaliser des prélèvements conservatoires dans l'environnement en déployant, selon notamment les recommandations du guide « sur la stratégie de prélèvements et d'analyses à réaliser suite à un accident technologique - cas de l'incendie » Ineris daté du 9 février 2023, une stratégie de mesures appropriée afin d'établir un marquage environnemental, entre autres au droit de la zone pavillonnaire au nord du site et dans le champ au sud du site, selon les matrices :

- sols ;
- végétaux.

A minima, les paramètres suivants sont analysés :

- métaux, HAP, phtalates, dioxines, furannes, PFAS.

Cette liste n'est pas exhaustive et l'exploitant doit justifier des paramètres pertinents à retenir.

### **Article 3 – Étanchéité des réseaux enterrés**

**Dans les meilleurs délais et sans excéder 15 jours à compter de la notification du présent arrêté**, l'exploitant réalise un contrôle de l'étanchéité et de l'intégrité des zones de collecte des eaux d'extinction d'incendie (voiries, chaussées...), des zones de transferts. En cas d'inétanchéité constatée, des investigations environnementales seront à réaliser (le protocole devra être proposé par l'exploitant). Le cas échéant, l'exploitant devra également proposer un échéancier raisonnable pour la mise en conformité de l'étanchéité des ouvrages concourant au confinement des eaux d'extinction.

### **Article 4 – Remise du rapport d'accident (R.512-69)**

**Dans les meilleurs délais et sans excéder 15 jours**, l'exploitant transmet au préfet et à l'inspection des installations classées le rapport d'accident prévu à l'article R. 512-69 du code de l'environnement. Ce rapport précise, notamment :

- les circonstances et la chronologie de l'accident ;



- l'analyse détaillée des causes (par exemple de type arbre des causes) et des dysfonctionnements ayant conduit à cet accident, en veillant à exposer les arguments ayant conduit à écarter les hypothèses non retenues ;
- les conséquences de l'accident et des effets sur les personnes et l'environnement ;
- les mesures prises ou envisagées pour éviter le renouvellement d'un accident similaire et pour pallier les effets sur l'environnement et la santé des populations à moyen ou à long terme ;
- récolement à l'arrêté préfectoral encadrant l'activité concernée par l'accident ;
- retour d'expérience des accidents similaires survenus, connus dans les bases de recensement de l'accidentologie de la profession.

Ce rapport détermine les investigations complémentaires éventuellement nécessaires.

#### **Article 5 – Gestion des eaux d'extinction / boues des séparateurs amonts du bassin et des déchets liés au sinistre**

L'exploitant transmet au service de l'inspection des installations classées, un programme d'évacuation des boues des séparateurs en amont du bassin d'infiltration et du puisard au sud du site ainsi que des déchets présents sur le site et issus du sinistre dans des filières autorisées (certificat d'acceptation préalable) **dans un délai de 2 jours à compter de la notification du présent arrêté. L'analyse des PFAS dans les boues est à réaliser selon les modalités de l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 susvisé.**

L'exploitant procède à l'évacuation et à l'élimination dans des filières autorisées de tous les déchets présents sur le site et issus du sinistre **dans un délai de 1 mois à compter de la notification du présent arrêté.**

#### **Article 6 – Remise d'un diagnostic sur l'impact environnemental et sanitaire du sinistre**

L'exploitant remet **dans un délai de 2 mois à compter de la notification du présent arrêté** un diagnostic établi par un organisme compétent, de l'impact du sinistre sur le site et sur l'environnement.

Ce diagnostic comporte :

- a) un état des lieux concernant le terme source du sinistre : nature et quantité de produits et matières dangereuses concernés par l'incident ;
- b) une évaluation de la nature et des quantités de produits, de produits de décomposition et de dégradation susceptibles d'avoir été émis dans l'environnement (air, eau, sol...) compte tenu de la quantité et de la composition des produits impliqués dans le sinistre et des conditions de développement de l'accident qui ont pu être observées (par exemple : feu vif ou feu couvant) ;
- c) un inventaire des cibles potentielles exposées aux conséquences du sinistre en particulier : habitations, établissements recevant des personnes sensibles (enfants, personnes âgées...), zones de cultures maraîchères, zones d'auto-culture, zones de pâturage, présence de bétails, de sources et de captage d'eau potable, activités de pêche et de cueillette...) ainsi que les voies de transfert et d'exposition spécifiques à la situation ;
- d) la détermination de la ou les zones maximales d'impact au regard des cibles / enjeux en présence.

Ce diagnostic comporte également des analyses des sols (profondeur minimale 2 m) :

- sur site, au droit des deux puisards / du bassin d'infiltration,
- hors site, dans le fossé et le champ, côté sud de la route de chardonchamp, en aval hydraulique de la grille avaloir ayant recueilli une partie des eaux d'extinction d'incendie, localisée à 100 mètres à l'est de l'entrée du site de l'exploitant.

Les résultats d'analyse des différents prélèvements réalisés au titre de l'article 2 du présent arrêté et du présent article sont interprétés selon la démarche d'interprétation de l'état des milieux (IEM) (méthodologie de gestion des sites et sols pollués de 2017) et permettent d'identifier une éventuelle contamination de l'environnement par les produits et matières dangereuses diffusées.

En cas d'impact révélé par les mesures réalisées, l'exploitant élabore un plan de gestion et le transmet à l'inspection des installations classées.

#### **Article 7 – Suspension d'activité**

L'activité du site est suspendue jusqu'à la remise en état des installations au regard des prescriptions qui l'encadrent à date.

Cette remise en état sera actée par l'inspection des installations classées avant la reprise d'activité. À défaut, la mesure prévue à l'article R. 512-70 du code de l'environnement pourra être prononcée.

#### **Article 8 – Sécurité incendie**

Avant toute intervention relative aux travaux et diagnostics prescrits par le présent arrêté et ceux nécessaires à la remise en état du site, l'exploitant s'assure de la disponibilité de moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux activités en cours sur le site.

#### **Article 9 – Échéances**

Les éléments mentionnés aux articles ci-dessus devront être remis par l'exploitant dans les délais prescrits, à compter de la notification du présent arrêté,

#### **Article 10 – Sanctions**

En cas d'inexécution des dispositions du présent arrêté, indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, il est fait application des mesures prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

#### **Article 11 – Délais et voies de recours**

Conformément à l'article L. 514-6 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente dans les délais prévus à l'article R. 514-3-1 du code de l'environnement :

- par l'exploitant dans un délai de deux mois à compter de la date de notification du présent arrêté ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement dans un délai de deux mois à compter de la date de publication ou d'affichage de cette décision.

### **Article 12 – Publication**

En vue de l'information des tiers et conformément à l'article R. 181-44 du code de l'environnement :

- une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de Migné-Auxances et peut y être consultée ;
- un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie de Migné-Auxances pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire ;
- l'arrêté est publié sur le site Internet de la préfecture de la Vienne (rubriques "actions d'État – environnement, risques naturels et technologiques – installations classées – industrielles") pendant une durée minimale de quatre mois.

### **Article 13 – Exécution**

Le secrétaire général de la préfecture de la Vienne et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) Nouvelle-Aquitaine et la maire de Migné-Auxances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à la société MOREAU C.

Fait à Poitiers, le 17 février 2025  
Le Préfet,

Serge BOULANGER